



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
23 janvier 2001
Français
Original: anglais

Assemblée générale
Cinquante-cinquième session
Points 20 et 46 de l'ordre du jour

Conseil de sécurité
Cinquante-sixième année

**Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire
et des secours en cas de catastrophe fournis
par l'Organisation des Nations Unies,
y compris l'assistance économique spéciale**

**La situation en Afghanistan et ses conséquences
pour la paix et la sécurité internationales**

**Lettres identiques datées du 23 janvier 2001, adressées
au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité
par le Représentant permanent de l'Afghanistan
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une lettre, en date du 23 janvier 2001, que vous adresse le Ministre des affaires étrangères par intérim de l'État islamique d'Afghanistan, M. A. Abdullah (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Ravan **Farhâdi**

**Annexe aux lettres identiques datées du 23 janvier 2001, adressées
au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité
par le Représentant permanent de l'Afghanistan
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La junte militaire pakistanaise a envoyé une nouvelle force militaire dans le nord de l'Afghanistan après que les groupes extrémistes établis au Pakistan, qui poussent le Pakistan à apporter la plus grande aide militaire possible à la coalition Taliban-Osama et défient les sanctions prises par l'ONU à l'encontre de la milice, se sont rencontrés à Akora Khattak (Pakistan) le 10 janvier 2001.

Il ressort des renseignements recueillis récemment par les services de sécurité de l'État islamique d'Afghanistan que, depuis le 12 janvier 2001, un certain nombre de nouvelles unités de commando et d'artillerie de l'armée pakistanaise ont été déployées dans le nord de l'Afghanistan en vue de préparer des attaques contre les forces gouvernementales.

D'après les renseignements susmentionnés, les unités et les officiers pakistanais suivants ont récemment été affectés en Afghanistan dans le cadre d'une opération de grande envergure montée avant l'expiration du délai fixé pour l'imposition par l'ONU de nouvelles sanctions à l'encontre des mercenaires taliban :

1. Le général Qamar-u-Zaman de l'armée pakistanaise a été nommé officier responsable des opérations militaires en Afghanistan, en remplacement du général Saeed Zafar, qui remplissait ces fonctions en Afghanistan au cours de l'année écoulée;
2. Le général Tariq Bashir, ancien commandant de la 9e division de commando de l'armée pakistanaise;
3. Le général de brigade Momin de la division Kohat de l'armée pakistanaise;
4. Le colonel Sanaullah de la division Kohat de l'armée pakistanaise;
5. Le colonel Hamza des services de renseignement militaire pakistanais (ISI);
6. La brigade 998 a été remplacée par la brigade 996 des divisions de commando Charat, dirigée par le général de brigade Amjad de Sayawali (Pakistan);
7. La brigade 117 a été remplacée par la brigade 994, dirigée par Faizan Khan de Laki Maroot (Pakistan);
8. Le bataillon d'artillerie 625 a été déployé dans la province nord de Kunduz, sous les ordres de l'officier supérieur Rafique de l'armée pakistanaise;
9. Le général de brigade Amjad a été nommé chef de corps des forces d'attaque pakistanaises dans la province nord de Takhar. Les unités de l'armée pakistanaise opérant sous les ordres du général de brigade Amjad posséderaient des équipements spéciaux qui leur permettent de traverser la rivière Kokcha, où les forces gouvernementales sont solidement implantées;

10. La brigade 998 a été retirée de tous les fronts et désignée comme corps de réserve chargée de la formation militaire de routine qui est actuellement dispensée en préparation de futurs déploiements dans tout l'Afghanistan;
11. On estime à 1 500 environ le nombre total de Pakistanais armés qui ont été récemment envoyés dans le nord de l'Afghanistan.

Il ressort des renseignements recueillis que les forces pakistanaises ont rejoint un grand nombre de militants lourdement armés appartenant au réseau terroriste d'Osama bin Laden Al-Qaeda ainsi qu'un nombre non négligeable de mercenaires taliban, déjà prêts à lancer des attaques en territoire afghan à partir de la rive opposée de la Kokcha, à la frontière de la province de Badakhshan dans le nord-est du pays. Le 12 janvier, dans la même région, les forces pakistanaises, les mercenaires taliban et les partisans d'Osama bin Laden ont pris pour cible Khoja-Ghar, Dasht-e-Qala et Ay Khanum, où ils ont été vaillamment repoussés par les troupes gouvernementales. L'attaque a fait quelque 200 victimes parmi les Taliban et causé d'importantes pertes matérielles.

La convocation de la réunion d'Akora Khattak, au vu et au su de tous, par une trentaine de groupes militants protégés par des centaines de gardes lourdement armés appartenant auxdits groupes, alors que la loi martiale imposée par le Gouvernement militaire du Pakistan est encore en vigueur dans tout le pays, prouve amplement, entre autres choses, que ce rassemblement était orchestré par le Gouvernement pakistanais en vue d'intensifier et de prolonger la guerre en Afghanistan, tout en trompant la communauté internationale. La tenue de la réunion en question, à laquelle ont assisté des officiers de haut rang de l'ISI pakistanais, tels que le général (à la retraite) Hamid Gul, ancien chef des services de renseignement militaire, et le général Aslam Beg de l'armée pakistanaise montre clairement que le Pakistan va à l'encontre de l'islam en exploitant la religion pour asseoir son hégémonie militaire et politique, et lève le voile sur les litanies perfides et fallacieuses que les dirigeants politiques et militaires pakistanais répètent au sujet des « incidences négatives des sanctions de l'ONU sur la population civile en Afghanistan ».

L'actuelle intensification de la présence militaire du Pakistan en Afghanistan témoigne de manière patente du peu de cas que le Pakistan fait de la résolution du Conseil de sécurité, dans laquelle le Conseil, entre autres, demande que l'on applique un embargo sur la fourniture d'armes et d'assistance militaire aux Taliban, que l'on retire immédiatement le personnel militaire étranger opérant en Afghanistan et que l'on ferme tous les camps d'entraînement au terrorisme qui existent dans le pays.

Le Ministre des affaires étrangères par intérim
de l'État islamique d'Afghanistan
(Signé) A. **Abdullah**